Entre mobilité comme stratégie politique et production de frontières fermées

# Les migrants dans des contextes régionaux et mondiaux de criminalisation

Guillermo Castillo Ramírez

lundi 21 juin 2021, mis en ligne par Guillermo Castillo Ramírez

## La production de mobilités forcées, transfrontalières et irrégulières

La mondialisation néolibérale, avec ses réformes de marché libre et sa déréglementation économique caractéristiques dans différentes régions du monde, a favorisé des processus d'accumulation de capital et de concentration des richesses, avec leurs conséquences respectives dans l'augmentation disproportionnée des inégalités et l'augmentation de la pauvreté, avec une présence dans les pays de l'hémisphère sud. Ces processus complexes de détérioration des conditions matérielles de vie/existence ont produit des contextes divers et très fréquents d'expulsion de centaines de milliers de personnes, qui, confrontées à des situations économiques et politiques très défavorables (l'absence de cela s'est produite au centre d'un paradoxe. Alors que les États nationaux néolibéraux et les entreprises mondiales, d'une part, ont favorisé des flux intenses et généralisés de biens et de capitaux à travers le monde, et, d'autre part, ils ont strictement restreint les mobilités spatiales transfrontalières des groupes humains appauvris et démunis des moyens de subsistance et de subsistance (et ce à la suite des réformes structurelles dudit modèle/système économique).

Ces processus complexes entre contextes d'expulsion (aux causes structurelles), migrations forcées et politiques de contrôle et de confinement des mobilités transfrontalières, sont particulièrement présents, outre entre l'Afrique et l'Europe, dans les régions d'Amérique centrale et d'Amérique du Nord, avec migrations du Triangle Nord d'Amérique centrale et vers les États-Unis (UE). Cependant, la pression géopolitique américaine est un élément important pour comprendre la relation entre les migrations du Triangle Nord de l'Amérique centrale et les récentes politiques frontalières et migratoires au Mexique, au Honduras et au Guatemala. Particulièrement pendant l'administration Trump, il y avait trois processus très clairs dans ces pays :

**–** (1) Des frontières fermées et militarisées, produites comme des dispositifs matériels et politiques pour arrêter et démanteler les populations et groupes de migrants à destination des États-Unis.
**–** (2) Contextes de criminalisation des étrangers en déplacement et sans papiers d'immigration, et au sein des dynamiques locales, nationales et régionales d'irrégularité.
**–** (3) Et, enfin, cela a eu et a des effets sur les processus de violence, de précarité et d'exclusion des migrants sur leurs itinéraires et transits à travers les différents pays (d'origine, de transit et de destination).

Ces trois processus précédemment décrits, et même malgré la baisse des migrations transfrontalières au cours de 2020, se sont accentués dans le contexte de la pandémie de Covid19.

## La mobilité comme stratégie et action politique

Bien que la migration se produise dans des cadres d'exclusion et de violence constante (car elle est produite par des causes structurelles), aussi, et du point de vue des individus en mobilité transfrontalière,

les migrations peuvent être vues comme des stratégies/actions récurrentes pour surmonter des situations très difficiles, en particulier ceux de faire face à des contextes d'expulsion qu'ils nous ont produits, mais qu'ils subissent. Le fait que les migrants, à travers leur mobilité spatiale à travers diverses frontières, montrent une certaine capacité politique d'action et d'intervention (de nature non institutionnelle et non gouvernementale) pour tenter de changer/améliorer leur vie, et ce dans des conditions très précaires et défavorables des ordres matériels d'existence.

En ce sens, la migration est une manière d'aborder différentes institutions et situations, et dans différents ordres scalaires (local, national et régional).

**–** 1) Cette interpellation dans le pays d'origine réside dans l'affirmation des migrants de ne pas accepter le « Je ne garantis rien » de la part des gouvernements de leurs États nationaux d'origine. Rappelons qu'il s'agit de contextes de vie caractérisés par la précarité et l'exclusion (des droits sociaux fondamentaux : travail, salaire décent, développement socio-matériel de base), et une insécurité et violence ouverte et généralisée. Et, dans ces scénarios, les migrants se positionnent de facto comme des sujets qui, malgré divers obstacles, cherchent à transformer et à améliorer leurs conditions de vie.

**–** 2) En ce qui concerne l'interpellation avec les pays de transit et de destination, face aux exercices d'irrégularité et de criminalisation de la part des États nationaux qu'ils traversent et de ceux qui arrivent (pour chercher des options d'emploi), les migrants assument comme sujets avec des droits divers et un désir légitime et incontestable d'une vie digne, à travers leur volonté de travailler et de contribuer socialement aux lieux de destination.